

Conjoncture

de l'alimentation
et de l'agriculture



AlimenTerre !



En 2015, selon la FAO, le nombre d'habitants sous-alimentés dans le monde est passé sous la barre des 800 millions. Mais ces progrès sont contrastés selon les pays et freinés par une croissance économique ralentie et l'instabilité politiques dans certaines zones. A l'heure actuelle, la sous-alimentation est moins liée à une pénurie de ressources qu'à la capacité financière des ménages d'accéder à ces ressources. Les agronomes estiment que les ressources naturelles de la Terre pourraient satisfaire les besoins nutritionnels d'environ 9 milliards d'habitants. Nous vivons dans un monde fini. Ainsi, pour atteindre cet objectif de nourrir l'ensemble

de la population, il sera nécessaire de questionner les modes de consommations et leur empreinte écologique. Actuellement, si le mode de consommation français devait être généralisé, il nécessiterait 2,5 planètes Terre, celui des Etats-Unis 4 et celui du Brésil 1.

Le régime alimentaire crétois est souvent mis en avant. Basé sur l'huile végétale, les céréales, les légumes verts, les légumineuses et la consommation modérée de poisson et de viande, il est nutritif, bien intégré avec les cultures locales, respectueux de l'environnement et propice pour les économies locales. Or, les échanges commerciaux de produits alimentaires et les changements de

modes de vie modifient les habitudes de consommation en Méditerranée, incitant les gens à consommer moins de fruits et de légumineuses et plus de viande et de produits laitiers.

En France, le modèle alimentaire se transforme aussi. Les produits traditionnels sont délaissés pour des produits plus récents, souvent transformés. Cette tendance est liée au développement économique et à l'urbanisation. Le risque serait de voir évoluer une consommation à deux vitesses. Les populations défavorisées étant plus enclines à rencontrer des problèmes nutritionnels en consommant des produits au rapport énergie/prix élevé,

mais de faible densité nutritionnelle.

Si la transition agroécologique pourrait apporter des solutions sur la qualité nutritionnelle et gustatives des aliments, la passation des connaissances culinaires d'une génération à l'autre se réalise davantage par les notions de valeur et de modèle alimentaire plutôt que par des recettes.

Dans cet esprit, en Midi-Pyrénées, plusieurs projets alimentaires territoriaux sont en cours et favorisent l'émergence de nouvelles chaînes de valeurs reliant tous les acteurs depuis les consommateurs jusqu'aux producteurs.

Vincent DARMUZEY - SRISET

450 Installations aidées en Midi-Pyrénées

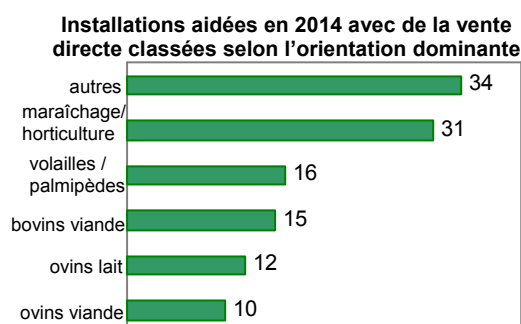
En 2014, les installations aidées sont en légère progression par rapport à 2013. Cependant, on note une anticipation, fin 2014, d'installations devant se réaliser au premier trimestre 2015 (anticipation liée au changement de règles prévu dès le 1^{er} janvier 2015).

Comme en 2013, les installations aidées 2014 sont réalisées à 65 % en société et majoritairement dans le cadre familial.

Les installations en agriculture bio. se maintiennent à 12 %. Elles sont majoritaire-

ment réalisées en maraîchage, production de viande et de lait. Le quart des exploitations font de la vente directe.

Les installations en zone de montagne représentent 40 % du total.



Source : DRAAF-SREFA

Par rapport à 2013, le niveau de formation des jeunes installés en 2014 est en progression avec le tiers des candidats qui ont un diplôme supérieur au minimum requis (BAC Pro) et un âge plus tardif (29 ans).

En 2015, un soutien financier supplémentaire pourra être accordé aux installations qui se réaliseront hors cadre familial, et à celles qui feront des efforts pour le territoire (agroécologie, création d'emplois ou de valeur-ajoutée).

Mathieu NIVAL - SREFA

Cerise :



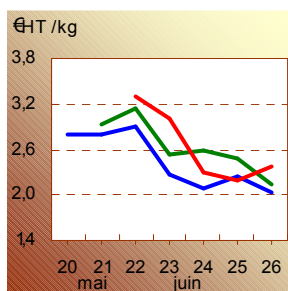
Equilibre de l'offre et de la demande sous l'influence de la météo

La production régionale de cerise 2015 est estimée, fin mai, en baisse de 5 % par rapport à la récolte 2014. La chute physiologique, les problèmes de pollinisation, et le climat du printemps ont entraîné une charge peu importante. L'offre en bigarreau burilat est inférieure à la demande. Les premières cotations démarrent à un niveau de prix supérieur à ceux de mai 2014. Début juin, l'offre s'élargit avec l'arrivée des variétés à chair ferme. La demande est attentiste face à une offre en hausse. La concurrence inter-régionale et espagnole alourdissent le disponible, les cours s'effondrent. Après le 15 juin, les pluies rendent la demande hésitante et les opérations de tri nécessaires. Les plus gros calibres sont mieux valorisés.

En fin de mois, le marché reste compliqué malgré la baisse de volumes. Les cours se maintiennent et la fin de campagne est là.

Christian FABREGUE et
Jean-Pierre PORTET - SRISET

**Bigarreau Catégorie I
calibre +24 mm
Stade expédition Sud-Ouest**



Source : RNM

Production céréalière : récolte abondante

Stocks mondiaux élevés, cours orientés à la baisse, parité euro/dollar favorable aux échanges, récolte abondante



La récolte de blés français arrive alors que la production mondiale est à son deuxième plus haut niveau jamais enregistré, après 2014. Le volume est annoncé à 715 Mt, sensiblement équivalent à celui de la récolte 2014.

Au niveau européen, les conditions sèches sur une majeure partie du territoire laissent prévoir une production en diminution de 4 % (150 Mt de blé). Le climat pluvieux du mois de juin, en France, a malgré tout favorisé de meilleures conditions de culture. Les prévisions de récolte sont estimées à 39 Mt, légèrement plus élevées que la récolte 2014, déjà au dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Au niveau régional, on attend une production de près de 1,5 Mt de blé tendre, équivalente à celle de 2014, qui viendrait s'ajouter aux stocks déjà élevés au 1^{er} mai : 303 000 tonnes, supérieurs à la moyenne des cinq dernières années pour ce mois. A l'inverse les stocks de blé dur

sont quasi nuls, au 16 juin 2015, selon le conseil spécialisé des céréales de FranceAgriMer.

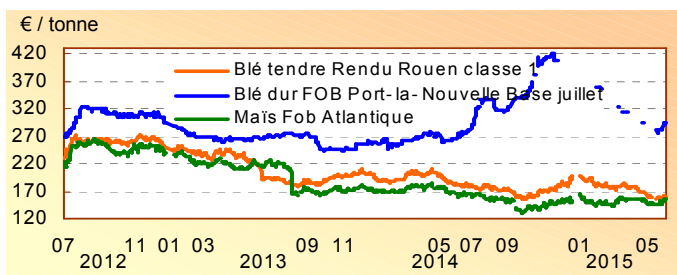
Au 5 juin le prix du blé tendre rendu Rouen est inférieur de 12 % à celui de juin 2014. Il reste en concurrence pour les fabricants d'aliments du bétail avec le maïs qui, à cette date est au même niveau (160 €/T). Dans ce contexte de prix baissiers et malgré le recul observé depuis fin 2014, le prix du blé dur reste supérieur de 7 % au prix de juin 2014. Les échanges de céréales de la campagne 2014/2015 sont favorisés par un taux de change euro/dollar aujourd'hui favorable aux exportations depuis l'U-

nion européenne. Les marchés sont soutenus vers l'Égypte et l'Algérie malgré l'affaiblissement des gros pays importateurs causé par la baisse du prix du pétrole.

Pour la commercialisation de la campagne 2015-2016, les producteurs régionaux misent sur la qualité pour mieux se positionner sur le marché très concurrentiel du blé tendre. La sole en blé panifiable et de force (BAF) représente aujourd'hui 30 % de la surface régionale de blé tendre, en augmentation de 25 % depuis la campagne 2012-2013. La variété bologna est majoritaire et représente 22 % des surfaces.

Virginie JUVENEL - SRISET

Evolution comparée des cotations blé tendre, blé dur et maïs



Source : FranceAgriMer

En 2014, nouvel essor des conversions en agriculture biologique

En 2014, Midi-Pyrénées est la première région de France en surface bio avec 145 686 ha au total, dont 24 937 ha en conversion. Les deux premiers départements français à enregistrer le plus de surfaces en conversion sont : le Gers (9 153 ha) et l'Aveyron (4 512 ha). Les 15 149 ha convertis en 2014 se répartissent pour 53 % en surfaces fourragères et 42 % en grandes cultures.

Le nombre d'exploitations en agriculture biologique, 2 933, a augmenté de 7 % par rapport à 2013, la région est au deuxième rang français. La part du bio représente 6 % de la surface agricole utile et 7 % des exploitations de la région. Selon leur principal secteur d'activité économique, les exploitations se répartissent principalement à

24 % en grandes cultures, 13 % élevage bovins, 13 % légumes et maraîchage.

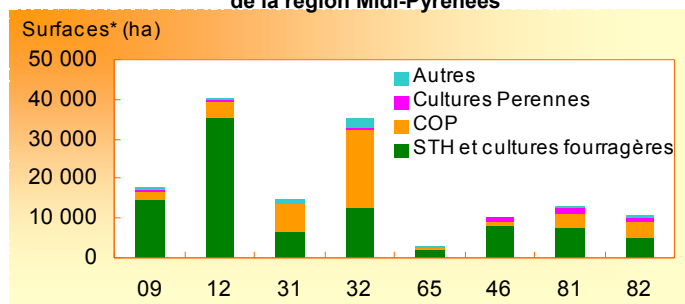
Les surfaces bio en grandes cultures représentent 19% de la sole nationale, la région se positionne au premier rang, notamment pour les cultures de blé tendre, tournesol, soja, triticale, orge, lentilles, sorgho et colza.

A l'image de l'échelon national, le développement de l'élevage bio progresse dans l'ensemble des espèces. Les filières les plus dynamiques sont ovine laitière (+13 %) et bovine allaitante (+9 %). 58 % du cheptel français de brebis laitières bio se trouve dans la région.

<http://www.agencebio.org>

Marie-Claude SABLİK - SRISET

Cultures conduites en agriculture bio en 2014 par département de la région Midi-Pyrénées



* ensemble des surfaces bio et en conversion

Source : agence bio-2014

Production bovine : morosité sur le marché des bovins finis, sursaut sur celui des bovins maigres

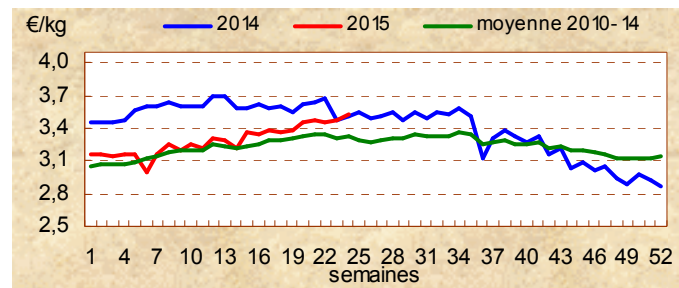


Marché des bovins finis sous pression : prix dégradés, consommation en baisse, marché des brouards orienté en hausse en volume, échanges dynamiques

Les prix des bovins finis stagnent

Depuis le début de l'année le marché des bovins finis est calme. La demande peine à absorber l'offre. Les abattages sont en légère hausse, au premier trimestre 2015 par rapport à la même période 2014, en Midi-Pyrénées comme au niveau national.

Vache de réforme "O" Cotation Entrée-abattoir - Bassin Grand Sud



Source : FranceAgriMer-RNM

Les cours des gros bovins sont globalement en retrait par rapport à 2014 mais supérieurs à leur moyenne quinquennale 2010-2014. Depuis le mois de janvier la progression de la demande pour des volumes de steaks hachés consommés par les ménages ne permet qu'une légère progression des prix des vaches laitières ou mixtes. A la cotation de Toulou-

se, le cours moyen de la vache de réforme « O » atteint 3,48 €/kg en juin 2015, retrouvant ainsi le niveau de juin 2014.

Le niveau des prix bas des animaux finis pèse particulièrement pour les exploitations spécialisées élevages « naisseurs » ou « naisseurs engraisseurs ». Pour ces

derniers, le niveau de prix ne couvre plus les coûts de production. Cette conjoncture défavorable génère un conflit au sein de la filière bovine

Une consommation en baisse, à l'exception des produits élaborés

La consommation de viande bovine diminue depuis près de 10 ans. La plupart des pays européens sont concernés par le recul de la

consommation. Comme le souligne le rapport établi sur l'impact de la crise économique sur l'évolution de la consommation des viandes par FranceAgriMer, « la part des viandes de boucherie dans les achats des ménages a diminué au profit de la charcuterie ». Les produits élaborés de boucherie font exception, leurs volumes se maintiennent, notamment ceux de viande hachée fraîche et surgelée.

Rapport sur l'impact de la crise économique

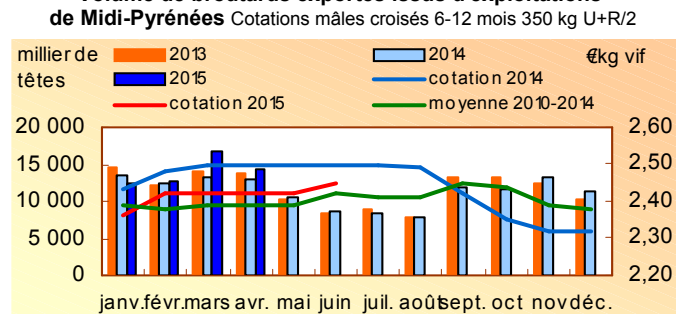
Bon écoulement des brouards à l'export

Depuis le début de l'année, les exportations de brouards progressent au niveau national de 3 % et de 7 % en Midi-Pyrénées, contrairement aux années précédentes. Sur les

quatre premiers mois 2015, le volume de brouards exporté depuis les exploitations de Midi-Pyrénées atteint 56 000 animaux, soit 4 000 animaux de plus qu'en 2014 pour la même période. Cette dynamique est enclenchée depuis le mois de février, liée essentiellement à la reprise des exportations vers la Turquie d'animaux jeunes (moins de 300kg) destinés à l'engraissement. La demande italienne stable et la fermeté de la demande turque en brouards légers participent à la bonne tenue des cours sur le marché français depuis le début de l'année. A la cotation de Toulouse, les cours des mâles croisés s'établissent à 2,41 €/kg vif.

Christian FABREGUE - SRISET
Michel LIEUTERET - SREFA

Volume de brouards exportés issus d'exploitations de Midi-Pyrénées



Source : Agreste - BDNI export - FranceAgriMer/cotation

Palmipèdes à foie gras : un marché compliqué

En 2014, la production nationale de foie gras a progressé de 1,4 % par rapport à 2013 (source FranceAgriMer). Les achats des ménages ont progressé de 4 % pour le foie de canard et baissé de près de 3 % pour le foie d'oie. La majorité s'est réalisée entre décembre 2014 et janvier 2015 dans un contexte de prix en hausse. Le début de l'année 2015 se caractérise par des prix bas des foies sortis atelier de découpe, mais des volumes commercialisés plus importants : les ventes cumulées au 1^{er} mai 2015 sont supérieures de 18 % par rapport à la même période 2014. Au niveau de la production, la

mise en place de canards chez les producteurs est en baisse. Les charges d'alimentation en hausse depuis janvier et la mise aux normes des cages collectives pour le gavage pèsent sur la production.

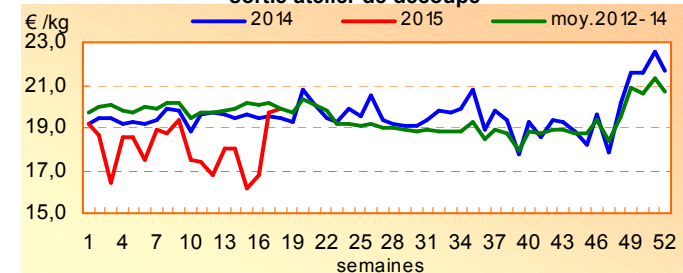
L'offre et la demande de viande de canards s'équilibrent difficilement. Le cours moyen sur la période janvier-avril 2015 est stable par rapport à la même période 2014 : il atteint 10 €/kg pour les magrets et 2,90 €/kg pour les cuisses. Dans ce contexte de prix fermes, les volumes de magrets commercialisés, en cumul sur les trois premiers mois de l'année, sont en hausse de 6 % et de

35 % pour les volumes de cuisses, mais en baisse en avril. Pour ce mois, le marché des cuisses (près de 6 000 tonnes/an) est tendu : une demande intéressée n'est pas satisfaite par l'offre

en recul. Au niveau des abattages, les volumes de canards gras abattus sur les quatre premiers mois 2015 sont stables au niveau national, en retrait de 4 % au niveau régional.

Christian FABREGUE - SRISET
Dominique TWENTYMAN - RNM

Cours moyen du foie gras de canard standard sortie atelier de découpe



Source : RNM - FranceAgriMer

Focus Les clés de réussite d'un projet alimentaire territorial

La loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 a introduit la notion de Projets alimentaires territoriaux (PAT). Afin de définir une politique d'accompagnement de ces projets, le centre d'innovation pour l'alimentation (CISALI) mène, pour le compte de la DRAAF, une étude de recensement et d'analyse des différents projets alimentaires territoriaux existants en Midi-Pyrénées.

Cette étude a permis de définir le projet alimentaire territorial comme un projet qui fédère des acteurs de l'agro-chaîne, (impliqués dans la chaîne de valeur) et des acteurs du développement territorial, autour d'une problématique alimentaire commune. Le but est de produire de la valeur (économique, sociale, patrimoniale, etc.) pour le territoire.

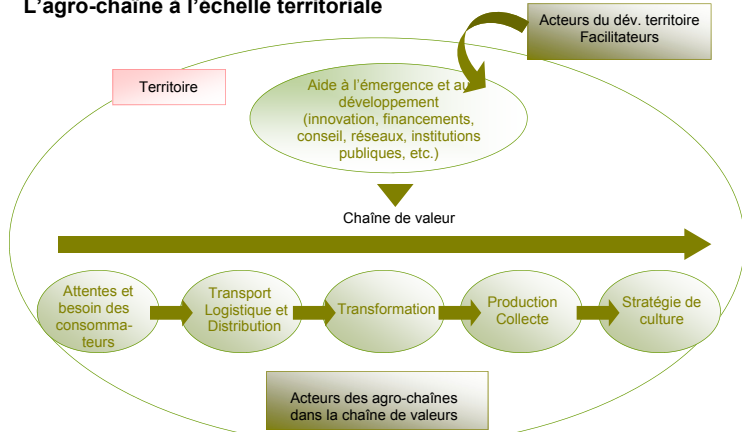
De la première analyse des projets réussis, il ressort que les facteurs de réussite prennent en compte quelques principes de base tout au long du projet. Dès la conception, le PAT doit prendre assise sur un collectif solide avec un leader. Les acteurs doivent avoir une vision partagée du projet (écoute, transparence et confiance). Il faut prendre le temps d'évaluer la faisabilité du projet avec une vision à long terme. Le projet doit être construit en mode fusée (progressivité des ambitions).

Dans le déroulement du projet, il faut développer une bonne coordination et animation avec des personnes et des outils dédiés. L'existence de compétences à chaque étape du projet doit être vérifiée. L'énergie créative, les boucles d'expériences régulières et l'implication des utilisateurs finaux sont nécessaires à sa réussite.

A titre d'illustration, la fromagerie tarnaise, Ségalafrom, via la création d'un atelier de transformation dans l'Aveyron, a permis l'installation d'éleveurs et le développement d'exploitations. Cette production approvisionne les magasins de proximité, des grandes surfaces de la région et contribue également au rayonnement de la filière à l'extérieur de la région, grâce notamment au lancement de produits innovants, pour le marché parisien.

Caroline QUINIO - SRAL

L'agro-chaîne à l'échelle territoriale



Source : CISALI / Agri.Sud-Ouest innovation

IAA : Un début de détente

Augmentation de la demande, légère hausse des prix, frémissement de la production et du chiffre d'affaires des IAA

L'année 2014 a été marquée par une atonie de l'activité industrielle en général et dans les industries agroalimentaires (IAA) en particulier. Le premier trimestre 2015 donne des signes d'un début d'amélioration.

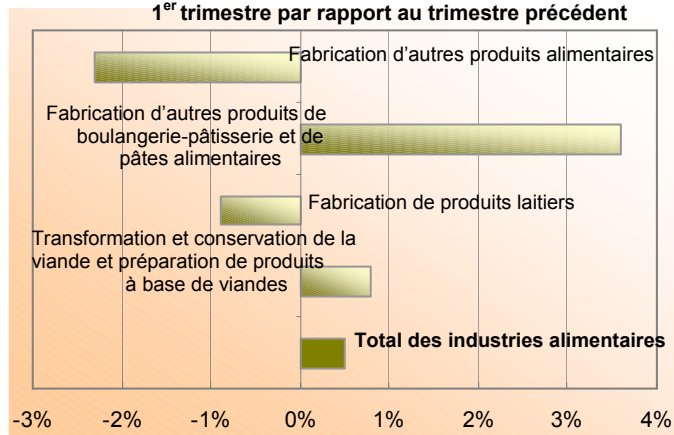
L'indice de la production industrielle (IPI) des industries agroalimentaires (IAA), basé sur les volumes de production en France, a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre de 2015 par rapport au trimestre précédent. La hausse la plus importante concerne la panification industrielle (3,6 %) suivie par l'industrie des viandes (0,8 %). Par contre les autres industries alimentaires et l'industrie laitière affichent respectivement un repli de 2,3 % et de 0,9 %.

L'enquête réalisée par l'Insee sur les dépenses de consommation des ménages en biens, montre que la consommation en produits alimentaires a augmenté de 1,1 % en avril 2015 par rapport à avril 2014 (en euros constants). De plus, cette dynamique s'est exprimée consécutivement en avril et en mars 2015 avec une progression mensuelle respectivement de 0,4 % et 0,5 %.

Enfin, l'indice des prix à la consommation pour la France métropolitaine (source Insee), indique une légère augmentation (0,2 %) des produits alimentaires au cours du premier trimestre 2015 en comparaison du trimestre précédent. Depuis le mois de février les prix enregistrent une évolution légèrement positive par rapport au mois équivalent de 2014. Ce phénomène dépasse le premier trimestre 2015 et se poursuit en avril et mai. Si cela perdure les mois à venir, le phénomène de désinflation sera stoppé. Le solde du commerce extérieur des produits agroalimentaires (au niveau national) enregistre une détérioration. L'excédent cumulé des quatre premiers mois de 2015 s'élève à 2,4 milliards d'euros, et affiche un repli de 0,8 % par rapport à la même période de 2014.

Serge LADOIS - SRISET

Evolution de l'indice de la production industrielle des industries agricoles et alimentaires France entière 1^{er} trimestre par rapport au trimestre précédent



Source : INSEE-IPI France entière

Agreste
La statistique agricole

www.agreste.agriculture.gouv.fr
www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

RNM
RÉSEAU
DES NOUVELLES
DES MARCHÉS

www.franceagrimer.fr
www.snm.franceagrimer.fr



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service Régional de l'Information Statistique, Économique et Territoriale
Cité administrative bât. E - Bd Armand Duportal
31074 TOULOUSE cédex
Mél : donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Pascal AUGIER
Directeur de la publication : Vincent DARMUZEY
Rédacteur en chef : Christian FABREGUE
Rédaction : DRAAF
Composition : Dany GAYRAUD
Dépôt légal : à parution - ISSN n° 1958-1475

Juin 2015